

De quelle façon va-t-on sauver l'agriculteur canadien? En l'hypothéquant pour 25 ou 30 ans à venir? Même si, comme le député de Kings disait tout à l'heure, qu'on devrait lui prêter à un taux de 4½ et 5 p. 100, de façon à permettre au plus grand nombre possible de bénéficiaire de ce taux d'intérêt de 4 p. 100 — dans le bill, on suggère 5 p. 100! Or, combien ce crédit «sain et intelligent» coûterait-il au ministère de l'Agriculture? Pourquoi demander à un cultivateur qui emprunte \$10,000 ou \$20,000, de rembourser \$30,000 ou \$45,000? Pourquoi demander au cultivateur de vendre un sac de «patates» pour lui et un sac pour la finance en même temps? Pourquoi lui demander de construire un bâtiment pour lui et d'en construire un en même temps pour la finance?

Pourquoi lui demander de payer un intérêt alors que le ministre de l'Agriculture sait fort bien que son ministère, si son gouvernement le décidait, pourrait recourir à un crédit «sain et intelligent» directement à la Banque du Canada, avec un taux d'intérêt qui ne dépasserait pas le coût d'administration, ce qui voudrait sans doute dire ¼ p. 100 d'intérêt. Là, on pourrait dire que nous aidons l'agriculteur canadien, mais pas en lui faisant payer trois fois son emprunt!

Monsieur l'Orateur, quand les conservateurs étaient au pouvoir, avant les libéraux, ils présentaient des bills dans ce sens-là. Les libéraux continuent dans la même voie que les conservateurs. Depuis le début de la Confédération, nous suivons les vieux sentiers battus, et lorsqu'on suggère quelque chose qui nous ferait un peu sortir de ces sentiers, on entend tout de suite des gens s'esclaffer et ridiculiser ceux qui offrent une solution qui serait bien plus adaptable aux conditions actuelles de l'agriculture au pays, une solution véritable, et non pas un cataplasme sur une jambe de bois, comme ce que nous présente le gouvernement à l'heure actuelle.

Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture déclare que nous avons 34,000 fermes de trop dans la province de Québec. C'étaient pourtant les mêmes agriculteurs que, il y a 30 ans, on dirigeait vers des terres nouvelles en Abitibi, au lac Saint-Jean ou dans le comté de Lotbinière, par exemple, en préconisant le retour à la terre, alors qu'on dépensait entre 10 et 15 millions de dollars par an pour aider l'agriculture! Voilà le résultat après 25, 30 ans de travail! Allons voir les lieux de colonisation, les paroisses agricoles de l'Abitibi, du lac Saint-Jean ou du comté de Lotbinière, où il y avait, il y a 25 ans, 225 familles et où l'on retrouve seulement 45, 50 ou 60 familles, aujourd'hui. Pourquoi? Parce que l'agriculteur ne peut plus vivre sur sa ferme.

[M. Caouette.]

Aujourd'hui, nous allons lui permettre de demeurer sur sa ferme, simplement en lui prêtant oui, en tant que nous lui prêtions suffisamment pour s'établir sur son domaine, et non pas pour toujours être dans l'impossibilité de joindre les deux bouts, jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, année après année.

Il existe certainement des moyens d'aider l'agriculture. A mon avis, le ministre de l'Agriculture pourrait présenter autre chose que ce simple amendement à la loi du crédit agricole canadien. Je demanderais tout de suite, au ministre de l'Agriculture, lorsqu'il sera autorisé à emprunter jusqu'à 600 millions de dollars, au lieu de 400 millions, du Fonds du revenu consolidé, de ne pas consentir des prêts seulement dans l'Ouest du Canada, mais dans l'Est du pays aussi.

Le ministre de l'Agriculture et le gouvernement ont consenti des prêts sans intérêt à des pays étrangers pour acheter la production du Canada. Le gouvernement a consenti des prêts à l'agriculture d'autres pays sans intérêt, pour aider les agriculteurs de ces autres pays. Nous avons accepté d'emblée, et avec enthousiasme, de fournir toute l'aide que nous pouvions donner aux pays sous-développés de la terre, mais nous avons aussi des cultivateurs dont les fermes sont actuellement sous-développées au Canada, parce que les marchés n'existant pas ils ne peuvent pas vendre leurs produits, ou bien ils ne peuvent pas s'organiser en vue d'améliorer leur production.

Or, à ce moment-là, le ministre de l'Agriculture et son ministère doivent présentement tourner les yeux vers l'Est du Canada, où l'agriculture périclité à une vive allure et est en train de s'effondrer totalement.

Une mesure comme celle-ci permet de mettre des millions de dollars à la disposition des cultivateurs du Canada, en tant qu'on ne les oblige pas à payer trois fois la valeur réelle, parce qu'à ce moment-là ça devient tout simplement de l'inflation. Si mon honorable ami de Saint-Jean-Iberville-Napierville (M. Dupuis) veut savoir ce que c'est que l'inflation, il n'a qu'à considérer les intérêts fantastiques que nous payons à tous les échelons de l'administration fédérale, ici, avec les deniers du peuple canadien. Augmenter une dette, payer une dette trois fois, c'est ça de l'inflation, parce que jamais une école de \$100,000 vaudra \$300,000, ou une ferme de \$10,000 vaudra \$50,000 comme c'est le cas d'après le système financier que nous avons présentement.

Nous demandons de l'action et des résultats concrets pour aider les cultivateurs de l'Est du Canada. Montrons-nous un peu plus sympathiques et attentifs à l'endroit des cultivateurs de l'Est du Canada. Ce n'est pas que nous soyons opposés à aider les cultivateurs de l'Ouest canadien, absolument jamais, au con-